



6 rue Alphonse Rio - 56100 Lorient - FRANCE
+33 297 83 11 69 - info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

***Avis 110* sur le Nouveau Cadre des Mesures Techniques**

Préalables :

- Tous les Membres du CC Sud sont pleinement conscients du lien qui existe entre le diagramme d'exploitation des pêcheries, et le niveau de production maximal des stocks associés. De ce fait, il est de l'intérêt de tous les acteurs de viser à « mieux » pêcher, pour augmenter les possibilités de pêche.
- Les éléments de recommandations compris dans la réponse à la consultation Publique organisée par la Commission Européenne demeurent toutes d'actualité

Les Membres du CC Sud ont accueilli avec satisfaction la proposition de la Commission, reposant, sur une approche dite « cadre avec limites de références » qui constitue une avancée certaine, en matière d'approche politique. De plus, le souhait affiché de regrouper au sein d'un seul et même règlement bon nombre de dispositions actuellement en vigueur de manière éparses est aussi à saluer. On soulignera enfin la cohérence de cette proposition avec la PCP, le choix de l'objectif de 5% de captures sous la MCRS apparaissant de plus comme le meilleur indicateur qui pouvait être choisi pour favoriser la sélectivité, en comparaison des autres options identifiées par le CSTEP. Il conviendra toutefois que cet objectif vertueux, à long terme, ne soit pas considéré comme une mesure de gestion immédiate, pouvant ainsi faire l'objet de contrôles spécifiques, et en ce sens, il serait opportun qu'une clarification soit apportée.

La principale faiblesse de cette proposition provient sans doute du fait que certaines lignes directrices politiques importantes n'ont toujours pas été définies, plus de 2 ans après l'adoption de la PCP. Doivent être ici considérés de nombreux éléments liés à la mise en œuvre de l'Obligation de Débarquement (OD), et tout particulièrement, la méthode de calcul pour le suivi de l'exemption De Minimis.

Il est par ailleurs regrettable que certaines des propositions techniques aillent plus loin que la norme existante, sous couvert d'un changement de philosophie. A titre d'exemple, les volontés d'étendre les dispositifs d'évitement des captures d'oiseaux ou de cétagés apparaissent comme inappropriés, et risquent de fragiliser l'adoption de ce règlement. De même, pour de nombreuses pêcheries, les maillages minimaux proposés ne correspondent pas à ceux qui sont aujourd'hui en vigueur. Le CC Sud souhaite ardemment le maintien de toutes les dispositions techniques actuellement en vigueur, ces dispositions devant constituer le point de départ des discussions techniques à mener au travers de la régionalisation. Il importera donc que les colégislateurs soient particulièrement vigilants sur ce point, et à cette fin, le CC Sud leur adressera une note détaillée dans les jours à venir.

** Avis validé pendant la période de suspension des ONG environnementales des activités du CC SUD*



6 rue Alphonse Rio - 56100 Lorient - FRANCE
+33 297 83 11 69 - info@ccr-s.eu
www.ccr-s.eu

Enfin, on dénotera aussi une certaine absence de souplesse autorisée au travers de la proposition de la Commission. S'agissant par exemple de l'interdiction de l'utilisation de filets à une profondeur supérieure à 600 mètres, des débats auraient sans doute pu être possibles dans certains bassins maritimes et pour certaines pêcheries, en s'appuyant utilement sur de nouvelles expertises scientifiques. Plus globalement, le changement de logiciel souhaité au travers de cette proposition réglementaire aurait pu aller plus loin dans la réactualisation de certaines mesures de gestion. En effet, avec le prochain cadre de gestion reposant sur la prise en compte de toutes les captures, il convient très sincèrement de s'interroger sur la plus value apportée par toutes les mesures spatio-temporelles, pour l'essentiel prises au titre de la récupération des stocks.

Pour ce qui concerne le Golfe de Gascogne et les Eaux Ibériques, les membres du CC Sud souhaitent globalement pouvoir disposer de plus de souplesse pour assurer la mise en œuvre de la nouvelle PCP (MSY et Obligation de débarquement). A cette fin, ils recommandent que les maillages de référence soient définis sur la base des pratiques existantes, avec une liberté de manœuvre totale pour l'utilisation de dispositifs sélectifs.

De même, une plus grande souplesse devrait être recherchée pour ce qui concerne les mesures spatio-temporelles. Il serait ainsi judicieux qu'elles soient toutes renvoyées en annexe de ce règlement, et qu'elles puissent être ajustées au travers de la régionalisation. Le choc de simplification souhaité par toutes les institutions pourrait aussi être obtenu en ne maintenant dans le corps de règlement que les normes de base (définitions, objectifs, les engins et espèces interdites et les mécanismes réglementaires clairs pour préciser l'élaboration ultérieure de normes plus précises).

En substance, le CC Sud :

- Se félicite au global de la direction prise par la proposition de la Commission
- S'inquiète très fortement d'éventuelles modifications de certaines normes (oiseaux, cétacés, hausse de maillage..) contraires à l'esprit de cette proposition réglementaire, dont les impacts socio-économiques seraient sérieux
- Souhaite que la définition pratique des Mesures Techniques puisse le plus possible être autorisée via la régionalisation, en prenant comme point de départ l'ensemble des normes aujourd'hui en vigueur, normes qui devraient donc être intégrées en annexe comme référence.

Annexes :

- Contribution de la Federacion de Cofradias de Vizkaia
- Contribution de la Federacion Gallega de Cofradias
- Contribution du CNPMM
- Contribution de la Cofradia de Corralejo



"SAN PEDRO" ARRANTZALEEN KOFRADIA

C.I.F. - G-48/039002 - Muelle Errosape, s/n - Tel. 6186173 - Fax 6885788 - 48370 BERMEO

ALEGACIONES A LA PROPUESTA DE REGLAMENTO DE MEDIDAS TÉCNICAS

1. Al final del Considerando (14) añadir el siguiente párrafo: *“salvo que los EEMM demuestren, mediante estudios científicos consultados con el CCTEP, o la aplicación de una gestión específica, aprovechando la Regionalización, que pudiera concretarse en minoración de buques que actúen en la zona, reducción de meses de esfuerzo, etc, o mediante planes plurianuales, que dichas pesquerías ocasionan un nivel muy bajo de capturas accesorias de tiburones o descartes”*.
2. Hay una contradicción manifiesta entre el contenido del considerando (21), art. 15 y el considerando (30), ya que los dos primeros apartados tratarían de valorar los productos de la pesca que estén por debajo de la talla mínima de referencia a efectos de conservación, en cambio el segundo considerando menciona a que no se crea ningún mercado para peces que estén por debajo de la talla mínima de referencia a efectos de conservación. ¿Cómo se compatibilizan ambos conceptos?
3. Art. 4, punto 1., apartados a), b) y c): Sustituir la palabra *“Garantizar”* por *“Contribuir”*.
4. Art. 6, punto 4.: definir la pesca dirigida como *“cuando las capturas de esa especie o especies represente más del 50% del valor económico del total de las capturas”*.
5. Añadir al final del Art. 10, punto 5., lo siguiente: *“salvo que los EEMM demuestren, mediante estudios científicos consultados con el CCTEP, o la aplicación de una gestión específica, aprovechando la Regionalización, que pudiera concretarse en minoración de buques que actúen en la zona, reducción de meses de esfuerzo, etc, o mediante planes plurianuales, que dichas pesquerías ocasionan un nivel muy bajo de capturas accesorias de tiburones o descartes”*.
6. Añadir al art. 39, referente a la modificación del Reglamento (UE) nº 1380/2013, lo siguiente: *“... como cebo vivo y muerto previamente congelado”*

"SAN PEDRO" ARRANTZALEEN KOFRADIA

C.I.F. - G-48/039002 - Muelle Errosape, s/n - Tel. 6186173 - Fax 6885788 - 48370 BERMEO

(Con este apartado se trataría de recoger la petición de la flota de Canarias).

7. Anexo VII, Parte A, Tallas mínimas de referencia:

- En el apartado correspondiente al jurel, abrir una llamada (2) donde se indique que se permitirá capturar y descargar jurel de tamaño 12cms a 14 cms, hasta el 5% del total admisible de capturas de dicha especie.

8. Anexo VII, Parte B, Dimensiones de las mallas, apartado 2., correspondiente a las dimensiones de referencia de las mallas para las redes fijas, realizar una nueva distribución de tamaños de malla como sigue:

- Al menos 80 mm en lugar de 100 mm
- Al menos 70 mm en lugar de 80 mm
- Al menos 50 mm

La propuesta de la nueva distribución está motivada porque en el caso de que se deje tal y como está en la propuesta de la Comisión, los buques de artes menores que utilizan la malla de 80 mm tendrían que descartar grandes cantidades de las especies merluza, gallo y brótola, y todas ellas con un tamaño muy superior a la talla mínima de referencia a efectos de conservación, algo que estaría injustificado.

9. Anexo VII, Parte C, apartado 4., correspondiente a Utilización de redes fijas en las subzonas CIEM VIII, IX, X Y XII al este de 27ºO

- Incluir un apartado 4.3, que diga lo siguiente: *“La Comisión puede decidir, previa consulta con el CCTEP, que queden excluidas determinadas pesquerías, en las zonas CIEM VIII, IX Y X, de la aplicación del apartado 4.1, cuando la información facilitada por los Estados miembros o la aplicación de una gestión específica, aprovechando la Regionalización, que pudiera concretarse en minoración de buques que actúen en la zona, reducción de meses de*

"SAN PEDRO" ARRANTZALEEN KOFRADIA

C.I.F. - G-48/039002 - Muelle Errosape, s/n - Tel. 6186173 - Fax 6885788 - **48370 BERMEO**

esfuerzo, etc, o mediante planes plurianuales, muestre que dichas pesquerías ocasionan un nivel muy bajo de capturas accesorias de tiburones o de descartes”.

10. Anexo VII, Parte D, Medidas de mitigación para especies sensibles, apartado 1., referido a Medidas de mitigación para especies sensibles, suprimirlo en su totalidad para la zona VIII, por dos motivos importantes:

- No hay ninguna experiencia de que con redes de enmalle se hayan capturado nunca cetáceos
- Y por otro lado, no hay ninguna evidencia científica de que los dispositivos acústicos de disuasión activos tengan alguna clase de efectividad

Bilbao, 9 de mayo de 2016

En Santiago de Compostela, a 5 de julio del 2016

DICTAMEN APROBADO POR UNANIMIDAD EN EL PLENO DEL CONSELLO GALEGO DE PESCA CELEBRADO EL 5 DE JULIO DEL 2016, en relación a la Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo sobre la conservación de los recursos pesqueros y la protección de los ecosistemas marinos con medidas técnicas, y por el que se modifican los Reglamentos (CE) n.º 1967/2006, (CE) n.º 1098/2007 y (CE) n.º 1224/2009 del Consejo y los Reglamentos (UE) n.º 1343/2011 y (UE) n.º 1380/2013 del Parlamento Europeo y del Consejo, y por el que se derogan los Reglamentos (CE) n.º 894/97, (CE) n.º 850/98, (CE) n.º 2549/2000, (CE) n.º 254/2002, (CE) n.º 812/2004 y (CE) n.º 2187/2005 del Consejo.

CONSIDERACIONES PRELIMINARES

La industria pesquera, como la propia Comisión, es consciente y ve las medidas técnicas actuales como poco prácticas, inadecuadas para la actual realidad pesquera, contradictorias y coercitivas.

La industria pesquera es también consciente, al igual que la Comisión, de que un enfoque simplificado en el nuevo reglamento pasa por prescribir condiciones acordes con la actividad pesquera y que no dificulten la actividad habitual normal de los profesionales y operadores de este sector.

El enfoque regionalizado también ayudará a esta simplificación y a que los operadores regionales que conocen mejor su contexto local adecúen medidas de conservación en sus propias cuencas marinas.

La industria pesquera, al igual que la propia Comisión, está de acuerdo en que la UE debe prescribir los principios generales y objetivos generales de las actividades de



pesca, pero dichos principios generales en el caso de la propuesta de Reglamento de Medidas Técnicas no pueden partir de establecer normas generales que choquen ya en origen con la realidad general de la actividad de la flota, independientemente de donde ésta realice su actividad pesquera, dado que la regionalización no puede corregir los principios generales. Por lo tanto, los principios generales han de estar dotados de coherencia y tener en cuenta su adecuación mínima a la actividad pesquera general, sin perjuicio de su especificación cuando se aplique la regionalización en el ámbito de las medidas técnicas a través de los mecanismos que se establezcan.

La industria pesquera considera que este reglamento debe ser un elemento más en la consecución de una pesca sostenible en la UE, pero sin olvidarnos que la sostenibilidad pasa también por hacer que la actividad de los operadores pesqueros pueda realizarse en condiciones que supongan también su sostenibilidad social y económica, pues no debemos dejar de recordar que detrás de la pesca también existen empresas y trabajadores.



CONSIDERACIONES ESPECÍFICAS ARTICULADO

En línea con lo expuesto, avanzamos las siguientes consideraciones en relación a su articulado:

Artículo 4. Si bien puede parecer loable el objetivo de garantizar que las capturas de especies marinas por debajo de la talla mínima de referencia a los efectos de conservación sean inferiores al 5%, no es realista en modo alguno para la flota de arrastre.

Este porcentaje solo se podría conseguir incrementando considerablemente las respectivas luces de malla, por pesquería, lo que provocaría que las capturas se redujeran al punto de no ser rentable la actividad pesquera con esta modalidad y que, además, las cuotas de gallo que tiene asignadas España, no fueran capturadas.

Nos preocupa, asimismo, el contenido del punto c) de este artículo 4, por cuanto si bien la sociedad en general (entendida como "opinión pública") asume la necesidad de la conservación de los fondos marinos, no se puede hablar de los "niveles necesarios"..."..." tanto en calidad del hábitat como con la extensión espacial en la que deben alcanzarse los niveles exigidos", dado que afirmaciones reiteradas de esta naturaleza conducen al desconcierto y, seguramente, a la inseguridad jurídica en las inversiones pesqueras y al desmantelamiento de la escasa flota pesquera de altura que le resta al Reino de España.



Artículo 6. Si bien las definiciones incluidas en esta propuesta de Reglamento tienen un cierto orden lógico, convendría facilitar al lector interesado, por una cuestión práctica, un orden alfabético de los términos definidos. Asimismo y dada la confusión que muchas pretendidas definiciones ocasionan al sector afectado, cuando éstas se refieran a un aparejo o parte del mismo, deberían remitir a un anexo con gráficas que facilitasen la comprensión de lo definido, al modo utilizado por la propia Comisión en la Figura 2 del Apéndice 1 del Reglamento (CE) N°2187/2005, del Consejo, a derogar por el que será este nuevo Reglamento de medidas técnicas.

Llama poderosamente la atención, resaltamos, la definición que se utiliza para "hábitat sensible", pareciéndonos que la Comisión en realidad se empeña en arengar en contra del arrastre y no en regularlo para posibilitar las capturas susceptibles de ser obtenidas por este arte con respeto al medio en que se obtiene.

Resultaría un ejercicio de interés para el sector, la sociedad y la propia Comisión Europea que se encargara un estudio - de los muchos que realiza la Comisión - no para que se denoste a este arte, sino para que se relacionen los efectos positivos que también tiene el arte sobre determinados fondos marinos. Es un reto y convendrá que se reflexión e sobre esta posibilidad.



- 4) «pesca dirigida»: la pesca de una especie o combinación de especies determinada cuando el total de capturas de esa especie o especies represente más del 50 % del valor económico de la captura;

Propuesta:

- 4) «pesca dirigida»: la pesca de una especie o combinación de especies determinada cuando el total de capturas de esa especie o especies de una marea dada represente más del 70 %;

Motivo: Sería difícil saber exactamente cuando se alcanza el 50% del valor económico del total de las capturas (al no especificar se entiende que es por marea) y por lo tanto se está realizando una pesca dirigida a una especie o varias, dado que la primera venta se efectúa después de finalizar la marea, mientras que un porcentaje de capturas sobre el total de la marea es mucho más fácil de aplicar)

- 26) «palangre»: es netamente mejorable. Sugerimos su revisión.
- 30) «copo»: debería orientarse para redes de arrastre que tendrían siempre forma cilíndrica, no cónica, como se indica.



Consideramos debe modificarse la definición de COPO:

30) «copo»: la parte trasera de la red de arrastre, bien con forma cilíndrica, es decir, con la misma circunferencia en toda su longitud, bien con forma de embudo; se compone de uno o varios paños (piezas de red), de la misma malla, unidos uno a otro lateralmente en el eje de la red de arrastre por un trenzado al cual podrá fijarse igualmente una relinga de costado; a efectos reglamentarios, se considerará que se trata de las últimas 50 mallas de la red;

Propuesta:

30) «copo»: la parte trasera de la red de arrastre, bien con forma cilíndrica, es decir, con la misma circunferencia en toda su longitud, bien con forma de embudo; se compone de uno o varios paños (piezas de red), de la misma dimensión de malla, unidos uno a otro lateralmente en el eje de la red de arrastre por un trenzado al cual podrá fijarse igualmente una relinga de costado; a efectos reglamentarios, se considerará que se trata de las últimas 50 mallas de la red;

Motivo: Se puede interpretar como que tiene que estar realizada toda la red del copo con el mismo material de malla (un mismo paño de red completo), no pudiendo entonces realizarse remiendos con trozos de otras redes aunque sean de la misma dimensión de malla; o poder utilizar un copo que en su parte superior lleve hilo simple con la dimensión de malla y el grosor de torzal reglamentario y en la parte inferior, más propensa a romperse por su



rozamiento con el fondo marino, se utilice un hilo doble también con la dimensión de malla y el grosor de torzal reglamentario.

- 38) «período de inmersión»: el período comprendido desde el momento en que las redes se introducen en el agua hasta el momento en que se recuperan todas a bordo del buque de pesca

Propuesta:

38) «período de inmersión»: el período comprendido desde el momento en que cada una de las redes se introduce en el agua hasta el momento en que se recupera cada una de estas redes a bordo del buque de pesca.

Motivo: Se puede interpretar para las redes de enmalle, enredo o trasmallo, los cuales largan varias caceas en distintas zonas cada una de ellas, que el periodo de inmersión se iniciaría en el momento que larga la primera cacea, y finalizaría cuando recuperase la última cacea, no teniendo en cuenta el tiempo de inmersión de cada una de las caceas independientemente.

- 42) «selección cualitativa»: la práctica de descartar peces de bajo precio que están sujetos a límites de capturas, aunque podrían haberse desembarcado legalmente, a fin de aumentar al máximo el valor económico o monetario total del pescado devuelto a puerto;



Propuesta:

42) «selección cualitativa»: la práctica de descartar peces de bajo precio que están sujetos a límites de capturas, aunque podrían haberse desembarcado legalmente, a fin de aumentar al máximo el valor económico o monetario total del pescado devuelto a puerto; exceptuando aquellas especies que no están aptas para el consumo humano debido a su aplastamiento y apelmazamiento en la red (molidas)

Motivo: Ocasionalmente, generalmente en el arrastre, en muy poco tiempo entra una bancada enorme de peces dentro de la red que, pese a la virada inmediata del aparejo por parte del patrón, hace que esas capturas lleguen muy aplastadas y apelmazadas no siendo aptas para su venta comercial.

- Artículo 9. Se indica en este artículo que "No se construirá ninguna parte de un arte de arrastre con un tamaño de malla menor que el tamaño de la malla del copo", lo que se asume por parte del sector interesado. Conviene, sin embargo, añadir que la parte anterior del aparejo puede estar construido con mallas de mayor tamaño, toda vez que no influye en la retención del pescado que llega al copo del aparejo y sí abarata costos de confección del mismo.

- Artículo 13. El punto 2 de este artículo concluye indicando que ".../...la Comisión prestará especial atención a la mitigación de los efectos negativos del desplazamiento de la actividad pesquera a otras zonas sensibles", lo que se puede entender en un contexto de protección de hábitats sensibles, debiendo implicar el



"mapeo de las zonas a proteger" para mejorar el conocimiento de los fondos marinos a proteger, pero no la prohibición per se de la actividad de la flota, muy condicionada a encontrar nuevos caladeros de las especies que captura, a lo que se verá impelida por la nueva política de Obligación de Desembarque, aprobada sin que la Comisión o los Estados miembros llevasen a cabo los pertinentes estudios de impacto.

- Artículo 17. Preocupa el contenido del punto 2 de este artículo, toda vez que la flota española, tanto de palangre como de arrastre, captura una serie de especies no sometidas al régimen de TAC y cuotas de valor comercial que contribuyen a que las empresas rentabilicen las mareas realizadas por sus pesqueros.

Nos referimos, por ejemplo, alberete o rubio (*Triglidae spp*), al calamar (*Loligo spp*), al congrio (*Conger conger*), al choco (*Sepia Officinalis*), al pez san pedro o sanmartiño (*Zeus faber*), la lameiga o mendo (*Glyptocephalus cynoglossus*), a la palometa negra (*Brama brama*), a la pota (*Illex spp*), al sable negro (*Aphanopus carbo*) e, incluso, a la vieira (*Pecten maximus*).

Resultará altamente aconsejable que se tenga en cuenta que las citadas son especies que aunque no están sometidas a TAC forman parte de las capturas habituales de la flota y que, por lo tanto, resultan especies de interés.



- **Artículo 23.** No podemos estar de acuerdo en la inclusión de la posibilidad de establecer vedas en tiempo real por cuanto, aun reconociendo su posible utilidad si se aplican con el rigor de conocimiento científico, podría resultar una herramienta de exclusión de flotas de determinadas zonas por razón de modalidad o nacionalidad.
- **Artículos 31 y 32.** Parece entenderse que en el artículo 31 se le otorgan a la Comisión poderes para adoptar actos delegados que se aplicarán por un periodo de tres años. En el 32, sin embargo, los poderes de la Comisión estarían vigentes durante cinco años. Convendría aclarar si el mandato debe ajustarse a un mismo número de años.

CONSIDERACIONES ESPECÍFICAS ANEXOS

Se estiman definir las siguientes observaciones a los anexos sobre determinadas medidas que afectan directamente a nuestras flotas:

Aguas noroccidentales (parte B del Anexo VI):

- **Dimensión de mallas** → la malla sin condiciones es de 120 mm y la excepción de malla de 100 mm se define para la pesca dirigida a la merluza o merlán y con dispositivo de malla cuadrada. Esto significa de facto el establecimiento de malla 100 mm en estas aguas.

Por otro lado, no se indica qué luz de malla deberán utilizar los arrastreros que tienen al gallo como su especie objetivo principal. Da la impresión de que la Comisión Europea pretende que estos barcos empiecen a utilizar artes de arrastre con copos de 120 mm, lo que sin



duda conduciría a esta flota a su desaparición, toda vez que con malla de 100mm (utilizada en la Zona Biológicamente Sensible) las capturas se reducen, con respecto a las obtenidas con la malla de 80 mm de luz, en un 35%.

Por último y con respecto a las mallas a utilizar en aguas noroccidentales, teniéndose en cuenta que se trata, para el arrastre, de una pesquería multiespecies, resulta urgente aclarar, asimismo, qué luz de malla se debe utilizar para capturar rape, considerando que si se usa una luz de malla de 120 mm para esta especie, las capturas de gallo se reducirían, como mínimo, en un 50%.

- Vigencia del Reglamento 494/2002 → De forma relacionada con lo anterior, es necesario recordar que la vigencia del Reglamento (CE) nº 494/2002 de la Comisión, de 19 de marzo de 2002, por el que se establecen medidas técnicas adicionales encaminadas a la recuperación de la población de merluza en las subzonas CIEM III, IV, V, VI y VII y en las divisiones CIEM VIII, b, d, e, (artículo 2), provoca distintas interpretaciones con respecto a disponer a bordo de copos de mallas de 80 mm luz y 100 mm luz y más de un 20% de capturas de merluza (según qué autoridad de control lo considere, siendo dispares las determinaciones de la inspección de la República de Irlanda y el Reino de España).



Entendemos que este Reglamento de medidas técnicas que se aprobará en su momento debería derogar, asimismo, este 494/2002 de la Comisión, considerándose adicionalmente que la OD invalidaría el contenido del artículo 2 de este Reglamento, cualquiera que sea la interpretación que se realice.

- Utilización de artes fijas → Con relación a la utilización de las redes fijas en estas aguas, estamos en desacuerdo respecto a que, con carácter general, se prohíba faenaren fondos superiores a 600 metros con artes de enmalle.

Tampoco podemos estar de acuerdo con que se introduzcan nuevas zonas para la utilización de medidas de mitigación para cetáceos, sin justificación alguna, ni con la inclusión, sin más, de medidas para evitar las capturas accidentales de aves marinas, pues esto exige un mayor análisis y comprobaciones.

- Aguas suroccidentales:

(parte A del Anexo VII):

Tallas mínimas de referencia a efectos de conservación

- Tallas mínimas → es importante señalar que no se debe aprovechar este Reglamento para modificar las tallas mínimas que vienen aplicándose para algunas especies, sin la debida justificación.



Por un lado, tenemos casos en los que se incrementa la talla como, por ejemplo, el besugo (*Pagellus bogaraveo*) en el Mar Mediterráneo, a lo que se extiende esta talla mínima a zonas donde antes no se contemplaba (aguas occidentales).

En el caso de la lubina, se extiende el incremento de talla aprobado a finales de 2015 para algunas zonas (aguas noroccidentales) a zonas que no estaban incluidas en esta normativa (aguas suroccidentales) a este respecto La talla mínima actual de 36 cm. de la lubina, para estas aguas, garantizan perfectamente la protección de juveniles y su valor comercial, sin que la problemática de otras aguas se pueda aplicar o trasladar a esta zona, por lo que deberá modificarse la propuesta de talla mínima en relación a la lubina (*Dicentrarchus labrax*), pasando de la propuesta de 42 cm. a mantener la talla vigente actualmente de 36 cm.

Jurel: habría que incluir la nota al pie que figura en el reglamento de TAC y cuotas en el sentido de permitir un 5% de capturas para ejemplares con talla entre 15 y 12 cm.

En este sentido recordar además que la propuesta de plan de descartes en aguas suroccidentales para 2017 incluye la solicitud de cambio de talla de 15 a 12 cm para el jurel de la zona IXa. Pendiente de que sea aprobado por la Comisión en el correspondiente reglamento de ejecución



parte B del Anexo VII):

- Tamaño de malla en redes de arrastre → En lo que respecta al arrastre, la malla sin condiciones es de 100 mm y las excepciones son:
 - De 70 mm si es pesca dirigida a la cigala (con dispositivo de malla cuadrada o equivalente).
 - De 55 mm en pesca dirigida a especies no cubiertas por límites de capturas o besugo.

Esto significa la generalización de malla 100 en estas aguas, tanto para la Zona VIIIabd como para la Zona VIIIc.

No parece admisible el incremento de la dimensión mínima de la malla del copo para la captura de todas las especies. Pasar de una malla de 70 mm a una de 100 mm es invitar a los buques a salir a pescar agua, y abocarlos a su desaparición.

Las mismas razones que servían para justificar la utilización de la malla de 70 mm en la zona VIIIc diferente del resto de zona VIII son hoy de aplicación.

La fórmula habitual de pesca, la escasez de descartes y la variedad de especies objetivo sostienen el mantenimiento del status actual de mallas en esta zona, con el mantenimiento de las malla de 70 mm actual, y la malla de 55 mm, que es utilizada fundamentalmente por la



modalidad de arrastre en pareja, en los términos prescritos en el vigente reglamento CE 850/1998 de 30 de marzo de 1998.

No existe ninguna razón expuesta para variar las medidas de malla actuales aplicables a esta zona, y lo contrario iría en contra del propio principio de regionalización, que, insistimos, tiene que estar presente también en el establecimiento de los principios generales, y de la aplicación de medidas técnicas acordes con la realidad de la actividad que se pretende regular.

2. Dimensiones de referencia de las mallas para las redes fijas, en relación a este apartado la propuesta de modificar el tamaño de mallas y reducir a 3 tamaños mínimos lo consideramos inviable desde un punto de vista económico y de conservación de los recursos marinos. Debe tenerse en cuenta que en el caso de las volantillas y vetas, la posible captura de merluza y lenguado con una talla mínima de 100 mm no sería rentable por las escasas capturas que se obtendrían. Asimismo, debe tenerse en cuenta que la mayoría de las embarcaciones son de tipo artesanal y tamaño pequeño por lo que su nivel de capturas es a todas luces, reducido. Por otro lado, dicha medida obligaría a una modificación de las mallas actuales de 80 mm a 100 mm y a su sustitución, con el consiguiente perjuicio económico. Y



por último, debe tenerse en cuenta que estas embarcaciones cambian de malla, podrán meter artes con mayor dimensión que las actuales, lo que implicaría un incremento del esfuerzo pesquero.

Por lo tanto se propone mantener el status actual, con la dimensión de 80 mm.

- Zonas de veda o restringidas → Zona de veda para la conservación de la merluza en la división CIEM IXa (sería la zona VIIIc → esta incorrectamente delimitada la zona CIEM) → se determina que queda prohibida la pesca con cualquier red de arrastre, red danesa o red de arrastre similar en las zonas delimitadas por las líneas loxodrómicas que unen secuencialmente las siguientes coordenadas, calculadas de acuerdo con el sistema WGS84:

- a) entre el 1 de octubre y el 31 de enero del año siguiente, en la zona geográfica limitada por las líneas rectas que unen secuencialmente las coordenadas siguientes:

– 43°46,5'N, 07°54,4'O

– 44°01,5'N, 07°54,4'O

– 43°25,0'N, 09°12,0'O

– 43°10,0'N, 09°12,0'O



Dado que esta veda de Coruña-Cedeira tiene una antigüedad superior a los 15 años, dado los cambios que se producen en cuanto a la zona de concentración de juveniles en un período tan largo, dado que, de acuerdo con los datos de capturas, la merluza apenas representa el 7% de las capturas totales de los buques de arrastre de fondo de Cantábrico-Noroeste, dada la implantación mayoritaria de la malla de 70 mm. en esta flota de arrastre de fondo.

Por lo tanto, entendemos que debe procederse, en relación a esta veda, a proponer su derogación o subsidiariamente su modificación en los siguientes términos:

- a) Podrán faenar en la zona de veda establecida aquellos buques de arrastre de fondo que reúnan las siguientes características:
 - a. Utilización de malla de 70 mm. o superior; y
 - b. Sus capturas promedio de merluza en el año anterior no superen el 8% sobre el total de las capturas.



- **Utilización de artes fijas** → estamos en desacuerdo con las siguientes propuestas:

- El incremento hasta la malla de 100 mm para toda la zona VIII sin tener en cuenta la especificidad de la zona y las pesquerías de la VIIIc (como en el caso del arrastre).
- La prohibición con carácter general del uso de arte de enmalle en fondos superiores a 600 metros, teniendo en cuenta la especial batimetría de nuestras aguas (al menos en la zona VIIIc).
- La obligatoriedad del uso de medidas de mitigación para cetáceos en una zona que en su momento se rechazó por la ausencia o presencia escasa de cetáceos en la zona. La inexistencia de razones biológicas expuestas hace que no proceda y carezca de sentido la instauración de esta obligación.
- La obligatoriedad de incluir medidas para reducir la captura accesoria de aves marina → ídem de anterior.

- **Parte D**

Medidas de mitigación para especies sensibles

- 1. Medidas destinadas a reducir las capturas accidentales de cetáceos en las subzonas CIEM VIII y Ixa:**



DICTAMEN DEL PLENO DEL CONSELLO GALEGO DE PESCA EN RELACIÓN A LA PROPUESTA DE MODIFICACIÓN DEL REGLAMENTO DE MEDIDAS TÉCNICAS

Se introduce una nueva propuesta para los buques de más de 12 m de eslora que utilicen artes fijos de enmalle que obliga a utilizar simultáneamente dispositivos acústicos de disuasión para evitar las capturas de cetáceos en las zonas VIII y IX. Esta medida no tiene probada su eficacia y además en las zonas VIII y IX no existe una gran abundancia de cetáceos, lo que afectará de forma clara en los costes de explotación de estas pequeñas embarcaciones. Proponemos su eliminación del texto para estas zonas.



Mesures techniques

Analyse et position initiale du CNP MEM

Jun 2016

Contexte

En mars 2016, la Commission européenne a publié une proposition de règlement « relatif à la conservation des ressources halieutiques et à la protection des écosystèmes marins par des mesures techniques ». Ce règlement vise à réviser le cadre réglementaire afférant à ce qu'il est convenu de désigner « mesures techniques ». La proposition de règlement devrait permettre d'apporter aux professionnels les outils nécessaires afin d'atteindre les objectifs de rendement maximal durable (RMD) et la réduction des rejets (via la mise en place de l'obligation de débarquement), tels que définis par la Politique Commune de la Pêche (PCP).

La révision des mesures techniques est une étape importante pour adapter la cohérence des règles encadrant les activités de pêche communautaires. Les professionnels français sont attentifs à cette proposition de règlement qui met à jour et simplifie les règles existantes, tout en permettant la mise en œuvre du principe de régionalisation qui est central dans la nouvelle PCP depuis 2012.

Mettre en œuvre les objectifs existants, sans créer de nouvelles normes

Le CNP MEM considère essentiel que les mesures techniques soient un cadre permettant de spécifier des mesures techniques pour répondre aux principes de base de la PCP. Il faut en effet éviter l'écueil de formuler des règles prescriptives au niveau européen, quand des règles adaptées aux contextes régionaux et sous-régionaux sont plus pertinentes. Pourquoi introduire, par exemple, une nouvelle cible limitant les captures dont la taille est inférieure à la taille de conservation minimale (maximum de 5%), alors que dès 2019, toutes les espèces soumises à des quotas seront intégralement débarquées ?

Le CNP MEM considère que la réforme des mesures techniques doit répondre aux principes suivants:

- être en cohérence avec les objectifs fixés par la PCP, imposant désormais une **obligation de résultat et sans spécifier les moyens à mettre en œuvre** (marge de manœuvre pour les pêcheurs dans le cadre de la régionalisation) ;
- **éviter d'ajouter de nouveaux objectifs**, ces derniers étant clairement définis dans la PCP.
- **simplifier et améliorer la lisibilité de la réglementation**, afin que les professionnels puissent se l'approprier ;
- permettre l'**identification des outils nécessaires et disponibles** pour répondre aux objectifs mentionnés en tenant compte des contraintes en mer et des spécificités locales ;

Les pêcheurs adaptent leurs pratiques aux objectifs structurants de la PCP

Avec l'obligation de débarquer toutes les espèces soumises à des quotas, la PCP oblige les professionnels de la pêche à développer des moyens pour atteindre cet objectif. Dans ce contexte, l'adaptation des pratiques de pêche doit être facilitée au maximum, afin d'ouvrir l'éventail des moyens à adopter pour réduire les rejets.

En ce sens, la proposition de la Commission concernant les maillages des filets de pêche paraît contradictoire, puisqu'elle aborde la capacité des engins de pêche à sélectionner les poissons (espèces, tailles) sous un seul aspect technique restrictif. À titre illustratif, dans les Eaux Occidentales Septentrionale et en Mer du Nord, la Commission propose d'augmenter la taille minimale du maillage de base de 100mm actuellement à 120mm, alors que d'autres configurations de mailles inférieures sont plus efficaces pour réduire les captures de petits poissons. À l'inverse, la Commission propose d'instaurer une obligation de résultat pour les pêcheries pélagiques en définissant une taille minimale de maillage de 16mm (soit la plus petite taille actuellement en usage dans les Eaux Occidentales et la Mer du Nord). Ainsi, la Commission reconnaît de manière implicite la possibilité d'introduire un régime de flexibilité, en se reposant sur une obligation de résultat et non plus sur une obligation de moyen. Les professionnels français soutiennent ce principe et souhaitent qu'il soit étendu à l'ensemble des pêcheries.

Par ailleurs, ces maillages de références font référence à la notion de pêche ciblée qui est problématique. L'article 6.4 propose de définir la pêche ciblée comme représentant plus de 50% de la valeur économique des captures. Ce seuil est impossible à mesurer et ne propose ainsi pas une simplification de mise en œuvre sur le terrain.

Faire du principe de régionalisation une réalité

En dépit du fait que la Commission européenne a souligné de manière répétée l'importance du principe de la régionalisation dans sa proposition, l'articulation des différents articles présentés sous le chapitre III soulève plusieurs questions quant à la possibilité concrète de parvenir à cet objectif. En effet, une analyse détaillée de la manière dont les différents outils présentés (plans de gestion pluriannuels, recommandations conjointes par les Etats Membres, annexes du règlement mesures techniques) peuvent contribuer à la mise en place d'une véritable régionalisation est nécessaire.

Il convient également de porter une attention particulière aux mesures techniques présentes dans les annexes. En effet, certaines seraient plus pertinentes au niveau national ou dans d'autres réglementations. Par exemple, certaines tailles minimales devraient être fixées au niveau national pour tenir compte de la biologie de l'espèce, comme par exemple le cas de la palourde japonaise.

Par ailleurs, les mesures d'atténuation pour les captures accidentelles de cétacés et d'oiseaux marins devraient pouvoir répondre aux réalités observées et vécues sur le terrain par les pêcheurs, sachant que ces captures dépendent fortement de la zone, de la saison et du métier pratiqué. Ainsi la partie D des annexes régionales ne devraient pas imposer de principe généralisé à un type d'engin.

INFORME SOBRE LA PROPUESTA DE REGLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO SOBRE LA CONSERVACIÓN DE LOS RECURSOS PESQUEROS Y LA PROTECCIÓN DE LOS ECOSISTEMAS MARINOS CON MEDIDAS TÉCNICAS.

CONSIDERACIONES GENERALES (EXPOSICIÓN DE MOTIVOS, CONSIDERANDOS Y VARIOS)

Repercusiones Sociales (PP.12): Se menciona que a corto plazo se perdería empleo que terminaría recuperándose hasta que se consiga obtener el RMS. Nos da miedo que este empleo no se recupere, ya que la obtención del RMS es bastante difícil.

Consecución de los objetivos pesqueros de alcanzar el RMS en todas las poblaciones en el 2020 y minimizar los descartes para el 2019 (Pp. 13 y artículo 4 de la pp. 26): Consideramos que estos objetivos son un poco utópicos: hace falta más estudios de las pesquerías de los caladeros para estimar el RMS. Sobre los objetivos medioambientales, no sé de qué manera se cuantificarán los efectos medioambientales de las actividades pesqueras sobre los hábitats de los fondos marinos y su “buen estado medioambiental”.

Enfoque regionalización: es el apropiado el que más se acerca a la realidad de cada caladero y sus pesquerías.

Uso de algunos términos: Se usa “pez” en varios artículos (), cuando está ya englobado en organismos marinos.

ARTICULADO

- Artículo 2.2: A la Pesca recreativa se le aplicarán los artículos 7 (artes de pesca y métodos prohibidos), 14 (Tallas mínimas de referencia a efectos de conservación) y los anexos V-X de la parte A, que son las tablas de TMRC (revisarlas).

Sobre la pesca recreativa cabe considerar la falta de regulación comunitaria sobre algunos aspectos básicos. Desde nuestro punto de vista, se deberían establecer en algún reglamento unos contenidos mínimos: la obligación de tener una autorización, la obligación de declarar las capturas realizadas.

En regiones como Canarias, el volumen de pesca recreativa es muy elevado, más de 100.000 licencias, en algunas islas la pesca recreativa captura más que la propia pesca profesional. Hace falta saber qué cantidades pesca y para ello haría falta implementar un sistema de declaración de capturas y recogida de datos ágil y eficaz.

Artículo 3: Objetivos generales y específicos

Al referirse a los *objetivos generales* se citan a los objetivos de la PCP, Reglamento (CE) nº 1380/2013, pero solo se indican los objetivos de los apartados 2, 3 y 5, letras a y j del artículo 2 del citado Reglamento. Se considera que se están dejando fuera objetivos fundamentales de la PCP, como los contenidos en los apartados 1, en el apartado 5 las letras c, d y f.

La sostenibilidad debe tener tres patas: recurso/ecosistemas/medio ambiente, social y económica. No se puede tener una sin la otra. Y deben ir de la mano. Por eso consideramos que lo mejor sería no mencionar ninguno específico, mencionando de forma general los objetivos de la PPC establecidos en el artículo 2 del citado Reglamento.

Los *objetivos específicos* descritos en el apartado 3.2 resultan muy generales.

Artículo 4: Metas

Sería de aplicación, lo recogido en las Consideraciones Generales.

Artículo 5: Definición de zonas de pesca

Canarias aparece en dos regiones: d) Aguas suroccidentales y g) Regiones Ultraperiféricas. Estas dos regiones se solapan, ya que CPACO 34.1.1 y 34.1.2 están en la Cuenca Marítima del Atlántico Oriental. Pero preferimos que siga así, ya que en los Consejos Consultivos también ocurre que, en base a la normativa comunitaria, Canarias geográficamente pertenece al CC-Sur y CC-RUPS. No tendría sentido que las zonas de pesca se definieran de forma distinta en dos Reglamentos básicos. Si esto se cambiase, restringiendo Canarias a una zona, se nos estaría obligando a nivel de CCs, a escoger con quién tenemos que estar: con la flota nacional española con las flotas de las Regiones Ultraperiféricas. No tendría sentido, tenemos derecho a estar en ambos ámbitos profesionales/regionales, y por tanto en ambos Consejos. Azores y Madeira estarían en el mismo caso.

A efectos prácticos, simplemente se nos aplicarían los Anexos Correspondientes a ambas zonas.

Artículo 6: definiciones

Se deberían revisar varias definiciones:

(4) “pesca dirigida”: el término “valor económico”, permitiría fraude. Y dudas sobre si una pesquería es o no dirigida, en función de las variaciones de los precios en el mercado. Más que valor económico debe ser volumen de capturas.

(8) “pequeñas especies pelágicas”: parece que restringe este término a las especies que se citan. Hay especies en Canarias como la boga, sardina amarilla y machuelo que son pequeños pelágicos y no están incluidos.

(9) “pesca recreativa”: el término “explotan” no es correcto, ya que explotar implica rendimiento económico, que no es el caso.

(20) “redes fijas”: las redes de enmalle de deriva no pueden ir en este grupo.

(27) “nasas”: también capturan moluscos cefalópodos (pulpo, sepia o choco).

(31) “tamaño de malla”: la definición está centrada en arrastre. No hay definición de malla para nasa, que es hexagonal. Ni de cómo medirla.

Artículo 10: Restricciones generales aplicables al uso de redes fijas.

Artículo 10.5: prohibición de faenar con las redes de enmalle, enredo y trasmallo a más de 600 m. En nuestro caso se aplicaría el Anexo II, Parte B, apartado 2 Madeira y Canarias. La profundidad máxima sería 200 m. Se debería incluir en el articulado una mención a este hecho.

Artículo 11: especies de peces y de crustáceos y moluscos prohibidas

Apartado 11.2: en el reglamento de TAC y cuotas aparecen más especies como prohibidas, que son los tiburones de profundidad. Estas especies tienen cuota 0, son especies vulnerables y deberían listarse como especies prohibidas.

Si el Estado Miembro dispone de un Plan oficial que aborde la recogida y estudio científico de los ejemplares especies protegidas de elasmobranquios que se hayan capturado de forma accidental. Entonces, se podría incluir un nuevo apartado que eximiera de la prohibición de mantenimiento a bordo, el transbordo o el desembarque de dichos ejemplares. Lo cual podría mejorar notablemente el conocimiento de estas especies.

Artículo 11.5: Se hace mención al artículo 4.1 b) que se centra en mamíferos marinos, reptiles marinos y aves marinas. Y este artículo 11 está centrado en peces, crustáceos y moluscos prohibidos. Se considera que no es correcto.

Artículo 13: Protección de los hábitats sensibles, incluidos los ecosistemas marinos vulnerables.

Nos surge la duda de si existe coherencia con el artículo 11 del Reglamento de la PPC.

Artículo 13 Anexo II (Parte B: Aguas Suroccidentales)

Para nosotros es de especial interés por la prohibición de redes de arrastre y similares. También se prohíbe enmalle, enredo y trasmallos a partir de fondos de 200 m. Esta prohibición venía por la protección de hábitats de corales. La prohibición de arrastre en nuestro caladero, dado la escasez de su plataforma, es totalmente necesaria.

Artículo 14: Tallas mínimas de referencia a efectos de conservación

Existen especies con una talla mínima de comercialización y una Talla Mínima de Referencia a efectos de Conservación, TRMC. Debería incluirse un apartado que aclare que esta última pasa a ser la Talla mínima de comercialización.

No obstante se considera que esto debería ser abordado dentro de la regionalización, ya que existen diferencias de tallas dentro de los distintos caladeros. Ya que la biología de la especie varía.

ANEXOS V A X PARTE A.

ANEXO IV

Falta el dibujo de un pez espada, que se mide distinto al de un pez.

ANEXO VII, Parte B: Dimensiones de las mallas.

Debería añadirse algún apartado que recogiese que Los EM podrán establecer excepciones en pesquerías artesanales estacionales dirigidas a determinadas especies. Esto sería de aplicación tanto a cerco, como a enmalle. Apartados 1 y 2.

Artículo 15. Disposiciones para las especies marinas por debajo de las tallas mínimas de referencia a efectos de conservación.

Creemos que este artículo no debería ser tratado en este Reglamento, para eso están los Reglamentos Delegados de Descartes para las distintas regiones.

Artículo 17: Especies no sujetas a límite de capturas.

En nuestro caladero podemos tener un problema con especies como la sardina que en determinadas épocas del año viene a través de plumas de afloramiento, pero que en parte del año no cumple la talla mínima. Y al no tener TAC y por tanto estar sometidas a obligación de desembarque, no se aplica el tema de descartes y la posibilidad de destinar a consumo humano no directo, como carnada que sería el principal fin que le daríamos. Es decir nos hace falta que se permita su uso como carnada, cebo muerto, para pescar a liña. También habría que recoger la

posibilidad de pequeños trasnsbordos de pelágicos (gueldera, chinchorro) para su uso como carnada (cebo vivo).

Es necesario introducir o bien aquí o bien aquí o en la Sección 4, un apartado que permita establecer excepciones al artículo 19 del Reglamento (CE) 850/98:

“Los EM podrán permitir excepcionalmente:

- **La captura, por debajo de la talla mínima, de especies acuícolas introducidas y por tanto no locales o localmente ausentes.**
- **La captura, por debajo de la talla mínima, de determinados cardúmenes pelágicos de carácter migratorio, para su uso como carnada (cebo muerto) en determinadas pesquerías artesanales.**
- **El transbordo de determinadas especies pelágicas, por debajo de la talla mínima, para su uso como cebo vivo, en determinadas pesquerías artesanales.**

*** En cualquier caso sería necesario una solicitud previa formulada por empresa acuícola, la respectiva Cofradía de Pescadores o por la Organización de Productores. Que incluiría la zona, especie y arte para su captura”.**

El primer apartado englobaría a especies acuícolas que se han introducido en el caladero y que pueden causar daños por predación al alevinaje. Y en caso de escapes debería ser capturado sin talla alguna.

Todo esto fue tratado en la reunión del Grupo de la Subdivisión Insular, celebrado en Santiago de Compostela (abril 2016).

CAPITULO III: REGIONALIZACIÓN (Artículos 18 a 27)

Artículo 18: Principios Rectores

Entendemos que a Canarias se le aplicarían dos Anexos VII (Aguas Suroccidentales) y XI (Regiones Ultraperiféricas). Su compatibilidad fue abordada en el artículo 5.

Artículos 20 a 25

Se debería hacer referencia al artículo 18 de la PPC.

ANEXO VII: aguas suroccidentales

Parte A: tallas mínimas

Se debería incluir en las notas a pie de tabla lo dispuesto en el artículo 19 apartado 4 y 5 del reglamento (CE) nº 850/98 (con la modificación del Reglamento Omnibus incluida):

“Apartado 4: Los apartados 1 y 3 no se aplicarán a las sardinas, anchoas, arenques, jureles y caballas hasta un límite del 10 % en peso vivo del total de capturas mantenidas a bordo de cada una de estas especies.

El porcentaje de sardinas, anchoas, arenques, jureles y caballas que no alcancen la talla mínima reglamentaria se calculará en proporción del peso vivo de todos los organismos marinos a bordo tras su clasificación o en el momento del desembarque.

El porcentaje podrá calcularse sobre la base de una o más muestras representativas. No se superará el límite del 10 % durante el transbordo, el desembarque, el transporte, el almacenamiento, la exposición ni la puesta en venta.”

Apartado 5: el apartado 3 no se aplicará a las sardinas, anchoas, jureles y caballas que no alcancen la talla mínima reglamentaria y que hayan sido capturadas para usarlas como cebo vivo; podrán mantenerse a bordo, a condición de que se mantengan vivos”.

La talla de la lubina, estamos estudiando su posible eliminación a nivel de caladero canario, se justificará a través de aviso. Esto fue tratado específicamente en la citada reunión de Santiago de abril de 2016.

ANEXO XI (pp.45): REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS.

No se entiende la tabla porque el título es “Dimensiones de referencia de las mallas de arrastre”. Y el tercer caso establece una malla mínima de copo de al menos 14 mm para la pesca dirigida a pequeñas especies pelágicas con redes de cerco.

No entendemos que cuadre aquí, o deberían cambiar el título y junto a artes de arrastre añadir “y cerco” o hacer otra parte C.

Para contemplar posibles excepciones a nivel regional, debería introducirse una coletilla, un apartado que diga algo así: **“Los EM podrán establecer excepciones en pesquerías artesanales dirigidas a determinadas especies”.**

ANEXO VII AGUAS SUROCCIDENTALES

En las tallas mínimas de referencia a efectos de conservación, la especie ANCHOA o LONGORÓN (Engraulis encrasicolus) se solicita modificar de 12 cm a 9 cm, conforme a lo establecido, en el artículo 4 del Reglamento Delegado (UE) N° 1394/2014 de la COMISIÓN, de 20 de octubre de 2014, por el que se establece un plan de descartes para determinadas pesquerías pelágicas en las aguas suroccidentales.

Aportaciones: Cleofé Carballo Morera (Cofradía de Pescadores de Corralejo).
Presidente del GT Subdivisión Insular.

Redacción y síntesis: José Manuel Ortiz Sánchez. Coordinador Técnico del GT
Subdivisión Insular.